



Syndicats CNT de la région parisienne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 15 JUIN 2016

Violences policières contre les cortèges syndicaux et les manifestants :

le droit de manifester directement remis en cause par l'État

Adresse :

33, rue des Vignoles
75020 Paris

Contacts :

06 95 45 67 62
www.cnt-f.org
br.rp@cnt-f.org

Contrairement à ce qui se dit en boucle dans les grands médias, lors de la manifestation du 14 juin contre la loi travail, **la violence n'est pas venue des manifestants mais bien de la police, sur ordre du gouvernement.**

Une violence policière aveugle, sans précédent, s'est déchaînée tout au long au du parcours de la manifestation. Dès le départ, le cortège de tête, avec des personnes de tous âges et de toute appartenance syndicale, est chargé de toutes parts. Les policiers tapent en priorité sur la tête, provoquant des blessures au crâne. De nombreuses personnes tombent sous les coups. **La police n'hésite pas à lancer des grenades de désencerclement directement sur les manifestants, tout en les gazant.** Plusieurs personnes tombent, touchées au cou, aux cuisses, entre les jambes. L'une d'elles a été blessée au dos, et se trouve aujourd'hui dans un état grave. En parallèle, un camion à eau fait son entrée et asperge les manifestants. Des lignes de CRS coupent le cortège en plusieurs morceaux et nassent 5000 personnes.

À 300 mètres de l'arrivée aux Invalides, **notre cortège syndical est bloqué par les CRS, nous empêchant d'arriver au bout du parcours.** Nous demandons à passer, calmement et sans violence, et là, sans aucune raison et sans sommation, **notre cortège se fait violemment attaquer et charger par les policiers.**

Nous prenons des coups, à la tête, au visage, sur les épaules. Les policiers visent le haut du corps avec une violence inouïe. Notre cortège est chargé, gazé, nous recevons directement au visage du gel vomitif et prégnant. Puis **les policiers nous lancent dessus en pluie, et non au sol, des grenades de désencerclement. Certaines touchent notre camionnette, qui manque de prendre feu.** Une personne de notre cortège est touchée à l'entrejambe, profondément brûlée. Nous l'évacuons sous les gaz et les tirs de grenade. Notre cortège est ensuite de nouveau violemment chargé et se retrouve scindé en plusieurs morceaux. **Nous nous voyons contraints, face à une telle violence, d'arrêter la manifestation.** Nos militants sont dispersés sur différentes rues, notre banderole et quelques camarades pris en étau dans une rue adjacente. Il nous faudra une bonne heure pour parvenir à nous regrouper et quitter les lieux. Les cortèges syndicaux qui suivaient ont subi le même sort.



Syndicats CNT de la région parisienne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 15 JUIN 2016

Adresse :

33, rue des Vignoles
75020 Paris

Contacts :

06 95 45 67 62
www.cnt-f.org
br.rp@cnt-f.org

Nous avons été directement témoins d'une violence policière injustifiée portée directement à l'encontre des syndicats, qui défilaient dans le calme. Les policiers qui nous ont attaqué n'ont respecté aucune règle du prétendu code de déontologie de la police, aucune règle quant à l'utilisation des gaz et des tirs de grenade de désencerclement. Les grenades étaient jetées en l'air, les coups portés à la tête, les gaz directement projetés au visage.

L'objectif du gouvernement est clair : terroriser les manifestants et bloquer la manifestation. Le 15 juin, Manuel Valls demande à la CGT de « ne plus organiser ce type de manifestation sur Paris ». Une menace directe visant à interdire les manifestations.

Non content de faire passer une loi qui détruit les droits des travailleurs, **le gouvernement, à la botte du patronat, veut empêcher les travailleurs d'exercer leur droit de manifester.**

Le Premier ministre souligne l'« absence de contrôle » des syndicats pendant les manifestations.

Nous dénonçons l'« absence de contrôle » de l'État et les violences policières qui se déchaînent sur les manifestants et sur les syndicats. Les « casseurs » ne sont qu'un prétexte pour cet État prétendument « démocratique » de museler le mouvement social par la terreur.

Attaquer des travailleurs, attaquer des syndicats est un aveu de faiblesse du gouvernement : quand les mots ne suffisent plus pour convaincre, alors on utilise la violence et la répression.

Nous étions très nombreux lors de cette manifestation, plus d'un million, et la majorité des gens sont contre la loi travail. L'État pointe du doigt les « casseurs » et les syndicalistes pour masquer l'ampleur du mouvement et pour tenter de l'écraser par une violence aveugle.

Mais nous ne lâcherons rien ! Plus que jamais, nous sommes déterminés à combattre la loi travail et son monde ! Nous continuerons d'appeler à la grève, d'appeler aux manifestations et ne nous laisserons en aucun cas intimider !

Retrait de la loi travail ! Grève générale !